

# Les filles déscolarisées au Bénin : en quête d'éducation à la santé sexuelle et reproductive

*Bien que le gouvernement, les acteurs de la société civile et les différents partenaires soient engagés pour le droit à la santé sexuelle et reproductive des adolescents, des jeunes et même des enfants, les déscolarisés restent dans l'oubliette. Or, le Bénin, en ratifiant la convention relative aux Droits de l'Enfant, s'était engagé à faire de la réalisation des droits des enfants un défi majeur pour son développement. Des années plus tard, le contexte est moins reluisant. Les filles déscolarisées sont régulièrement exposées à des rapports sexuels précoces, des violences sexuelles, le manque d'hygiène menstruelle, des grossesses non désirées et des avortements clandestins, sans la moindre information. Face à une telle situation, l'éducation à la santé sexuelle et reproductive s'avère nécessaire.*



*Marché central de Bohicon*

*Dimanche 21 novembre 2021, il sonnait 13 heures et quart à*

Bohicon, la ville carrefour du Bénin. C'est le jour du marché Gboyicon. Pendant que des enfants, en majorité des filles de bas âge font des navettes à vendre à la sauvette sous l'ardent soleil, d'autres préfèrent prendre une pause.

Micheline T., la quinzaine d'âges, est visiblement souffrante d'une nouvelle apparition de ses menstrues. À côté sa marchandise d'akassa, la main droite dans le ventre, cette fille déscolarisée, débarquée de Djakotomey dit s'être habituée des douleurs au bas-ventre accompagnés des maux de ventre depuis qu'elle a commencé à trouver ses menstrues.

En l'en croire, tout a commencé le jour où elle a accepté les avances d'un transporteur de bagages au marché Gboyicon. En effet, Micheline T., qui croyait pouvoir subvenir à ses besoins, s'est retrouvée, abusée sexuellement à plusieurs reprises. « Alors que je continuais à vendre dans l'après-midi d'un jour du marché en décembre 2020, il m'a obligé à coucher avec lui dans un magasin avant de me donner de l'argent pour le déjeuner. C'est devenu une habitude » confie-t-elle. À son âge, elle ne perçoit pas encore le gros risque qu'elle coure en jouant avec sa santé sexuelle. Elle, qui avait déjà frôlé une grossesse en mai 2021 grâce à des médicaments traditionnels, avoue s'inquiéter énormément de sa santé sexuelle et reproductive.

Cette inquiétude est également partagée par Augustine K., orpheline de père et déscolarisée au Cours Moyen 1er. Elle, qui a été mise illégalement en apprentissage de la tresse, fut aussitôt victime d'un abus sexuel qui lui a déclenché ses premières menstrues. Aujourd'hui, elle ne sait absolument rien des soins à prendre pour l'hygiène de ses menstrues.

Elle raconte, « Une de mes amies m'avait donné au début, deux petits pagnes pour en faire des serviettes hygiéniques, mais à présent tout est déchiré. J'ai donc pris l'habitude d'utiliser les papiers du sac de ciment et du sachet plastique », avant d'identifier au même cas la situation de ses collègues.

Une réalité qui explique les résultats du [Rapport SITAN réalisé par l'UNICEF en 2017](#) et qui admet que 64,5 % des enfants en particulier des filles sont privés de leurs droits à la santé. Le rapport pointe du doigt les départements de l'Alibori et du Zou où les enfants filles connaissent leur premier rapport sexuel avant leur majorité.

Nombreuses, sont-elles, comme Micheline et Augustine, dont l'âge varie entre 7 ans et 16 ans, qui, pour un manque d'éducation à la santé sexuelle et reproductive gèrent par ignorance et parfois dangereusement leur santé sexuelle aux yeux et au su des adultes.

Cependant, ces filles déscolarisées déjà dans une sexualité précocement active face à ce besoin en éducation à la santé sexuelle, n'ont plus le choix entre bien entretenir leurs menstrues, éviter les infections sexuelles et les grossesses non désirées. Elles appellent au secours des acteurs du domaine.

Ayants déjà échappées à l'éducation formelle, ces filles déscolarisées que nous avons rencontrées ne disposent d'aucune information concrète en matière de santé sexuelle et reproductive. Pire, elles sont hébétées d'apprendre que celle-ci fasse partie de leur droit.

### ***Nécessité d'une éducation à la santé sexuelle et reproductive pour anticiper sur le mal***

Si les différents acteurs du domaine mettaient en valeur l'article 23 de la [Convention Internationale Relative aux Droits de l'Enfant](#) qui énonce « l'enfant a le droit de jouir du meilleur état de santé possible », le droit à l'éducation à la santé sexuelle et reproductive ne serait pas tant recherché comme de l'aiguille dans du sable surtout pour des filles déscolarisées.

Pourtant, des programmes et projets de développement sont exécutés chaque année pour permettre l'accès sans exception,

de toutes les filles à une éducation relative à une meilleure santé sexuelle et reproductive. Ce qui implique principalement l'éducation à l'hygiène des menstrues, l'éducation aux différentes méthodes de contraception, l'hygiène corporelle et les stratégies pour contrer les violences sexuelles. Ce droit, qui ne devrait pas être seulement l'apanage des enfants scolarisés, doit également prendre en compte les enfants déscolarisés.

Pour l'Infirmière Diplômée d'État, responsable du dispensaire du centre de santé de Bohicon 1, Amélie AHLOU, il urge de sauver les filles déscolarisées de la sexualité clandestine et de créer un cadre idéal à leur éducation à la sexualité. Car les infections sexuelles constituent à elles seules de puissantes vectrices de graves maladies susceptibles d'hypothéquer la santé de la fille a-t-elle poursuivi.

Pour y remédier, il convient de renforcer les stratégies et programmes de lutte contre l'exclusion et l'abandon scolaire. Aussi, de multiplier les alternatives éducatives facilitant l'intégration et la réintégration dans le système éducatif formel des enfants actuellement hors école.

Mais avant, les filles déscolarisées et abandonnées à leur sort, continuent de subir les affres de ce manque d'éducation à la santé sexuelle et reproductive en attendant que les acteurs du domaine ne répondent favorablement à leur cri de cœur.

**Constance AGOSSA**

---

# Un réseau de biostatisticiens se met en place pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre

*Un réseau de biostatisticiens pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre verra le jour à la fin de l'atelier de renforcement des capacités en biostatistique qui se déroule à Abomey-Calavi du 18 au 20 décembre 2023. Cet atelier, faisant suite à celui organisé en Gambie il y a un peu plus d'un an, intervient dans un contexte où le fardeau des maladies infectieuses et les problèmes environnementaux en Afrique subsaharienne demeurent parmi les plus élevés au monde. De plus, l'expertise en biostatistique, discipline appliquant la théorie et les méthodes statistiques à l'environnement, les sciences biologiques notamment la santé publique pour mieux comprendre les épidémies, est très limitée.*



### ***Vue d'ensemble des participants***

Dans ce contexte, les biostatisticiens de l'Afrique de l'Ouest et du Centre se mobilisent pour, à partir d'une grande quantité de données existantes, contribuer à une prise de décision efficace, étant donné le faible nombre de statisticiens/biostatisticiens dans la région. « Il est crucial de former les jeunes dans ce domaine. Des initiatives sont en cours dans la région, et nous devons unir nos efforts pour des actions plus efficaces et efficientes », a déclaré le Prof. Romain GLELE KAKAI, Directeur du Laboratoire de Biomathématiques et d'Estimations Forestières (LABEF/FSA/UAC) et président du comité national d'organisation.

Cet atelier réunit des experts d'Afrique de l'Ouest et centrale, d'Europe et des États-Unis, ainsi que de jeunes chercheurs en début de carrière dans le domaine de la biostatistique/biomathématique. Pendant trois jours, il sera question d'examiner l'état du renforcement des capacités en biostatistiques/biomathématiques en Afrique de l'Ouest et du Centre, de mettre à jour les connaissances sur les avancées

récentes en biostatistique/biomathématique dans la région, et de réfléchir à la mobilisation de fonds pour renforcer les ressources en biostatistique. « L'organisation de cet atelier à Cotonou envoie un message fort.

La biostatistique concerne directement la population dans le sens où nous abordons les problèmes environnementaux et de santé auxquels elle est confrontée. Nous discuterons de la manière d'obtenir des résultats probants pour aider les décideurs à prendre des décisions efficaces », a souligné le Professeur Ngianga-Bakwin KANDALA de l'Université de Western au Canada.



### ***cérémonie d'ouverture***

En ouvrant les travaux, Prof. Marcel HOUINATO, Directeur de l'École Doctorale de la Faculté des Sciences Agronomiques de l'UAC, a remercié l'office des Affaires étrangères de la République fédérale d'Allemagne, qui a permis la mise en place d'un hub de recherche sur la modélisation socio-écologique de la dynamique de la COVID-19 en collaboration avec l'Université de Freiburg (Allemagne) et qui soutient l'organisation de cet

atelier. « Je suis convaincu que les présentations, les échanges et les discussions de cet atelier permettront de définir des stratégies visant à dynamiser davantage le réseautage et les collaborations pour le renforcement des capacités en biostatistique en Afrique de l'Ouest et du Centre », a-t-il affirmé.

[Please read this article in english here](#)

## **Establishment of a Biostatisticians Network for West and Central Africa**

A network of biostatisticians for West and Central Africa will be established at the end of the capacitybuilding workshop taking place in Abomey-Calavi from December 18 to 20, 2023. Following the one organized in The Gambia just over a year ago, this workshop comes at a time when the burden of infectious diseases in sub-Saharan Africa remains among the highest globally. Moreover, expertise in biostatistics, a discipline applying statistical theory and methods to public health to better understand epidemics, is severely limited.

In this context, biostatisticians from West and Central Africa are mobilizing to contribute to effective decision-making based on a large quantity of existing data, given the scarcity of statisticians/biostatisticians in the region. « It is crucial to train the youth in this field. Initiatives are underway in the region, and we must unite our efforts for more effective and efficient actions, » stated Prof. Romain GLELE KAKAI, Director of the Laboratory of Biomathematics and Forest Estimations (LABEF/FSA/UAC) and President of the National Organizing Committee.

This workshop brings together experts from West and Central Africa, Europe, and the United States, as well as young

researchers in the early stages of their careers in biostatistics/biomathematics. Over three days, the agenda includes examining the state of capacity-building in biostatistics/biomathematics in West and Central Africa, updating knowledge on recent advances in biostatistics/biomathematics in the region, and reflecting on mobilizing funds to strengthen biostatistical resources.

« The organization of this workshop in Cotonou sends a powerful message. Biostatistics directly concerns the population in the sense that it addresses the health and environmental issues they face. We will discuss how to obtain conclusive results to assist decision-makers, » emphasized Prof. Ngianga-Bakwin KANDALA from the University of Western in Canada.

In opening the proceedings, Prof. Marcel HOUINATO, Director of the Doctoral School of the Faculty of Agricultural Sciences at UAC, thanked the Federal Foreign Office of Germany, which facilitated the establishment of a research hub on socio-ecological modeling of COVID-19 dynamics in collaboration with the University of Freiburg and supported the organization of this workshop.

« I am confident that the presentations, exchanges, and discussions at this workshop will lead to strategies to energize further networking and collaborations for strengthening biostatistical capacities in West and Central Africa, » he asserted.

---

## **COP 28: Un pas vers la bonne**

# direction

*Le texte final du sommet climatique de Dubaï mentionne pour la première fois une transition « hors des énergies fossiles ». Certes un pas vers dans la bonne direction, mais qui reste de loin insuffisant pour répondre à l'urgence et gravité de la crise climatique en particulier pour les pays vulnérables.*



Les dirigeants du monde entier ont finalement convenu que le monde devait abandonner les combustibles fossiles pour éviter un changement climatique catastrophique, après 30 ans d'intenses et pénibles négociations. Cette concession a été obtenue à l'arrachée devant le tollé qu'avait suscité le précédent draft qui ne reconnaissait pas explicitement la nécessité de s'éloigner des combustibles fossiles. Le *Global Stocktake*, quoique salué par les uns d' 'historique', n'évoque cependant pas de « sortie » du pétrole, du gaz et du charbon, ce que réclame le mouvement climatique mondial depuis des décennies.

Cette petite victoire marque toutefois le début de la fin. Désormais, les dirigeants du monde ont brisé le tabou. Le texte final nomme clairement le mal, quoi qu'il se contente

d'appeler d'appeler à « *transitionner hors des énergies fossiles dans les systèmes énergétiques, d'une manière juste, ordonnée et équitable, en accélérant l'action dans cette décennie cruciale, afin d'atteindre la neutralité carbone en 2050 conformément aux préconisations scientifiques* ». L'ère des fossiles approche à grands pas. Une scénario qui n'aurait pas été possible n'eut été la grande mobilisation du mouvement climatique qui s'est battu jusqu'au bout, à la COP, mais aussi dans les semaines qui ont précédé cette conférence.

Doit-on alors se réjouir des résultats de cette cop? Pas vraiment. En tant qu'African, nous nous attendions à ce que la COP 28 démontre, à tout le moins, son engagement à rectifier le tir et à tracer la voie vers une élimination complète de tous les combustibles fossiles, un avenir durable construit sur les énergies renouvelables, un financement ambitieux et contraignant pour l'adaptation et des engagements clairs en matière de transfert de technologie de la part des pays riches.

Should we then rejoice in the results of this conference? Not really. As an African, we expected COP 28 to demonstrate commitment to course correcting and charting a path to a complete phase out of all fossil fuels, a sustainable future built on renewables, ambitious adaptation finance and clear technology transfer commitments by rich nations.

Même si le compromis de Dubaï mentionne la transition hors des énergies fossiles, il ne fait aucune référence au soutien nécessaire aux pays en développement pour entreprendre cette transition énergétique. Qui va payer la facture de cette transition? Est-il juste et réaliste d'attendre des pays en développement qu'ils supportent le fardeau de cette transition sans accompagnement financier conséquent? Les questions de financement ont été depuis longtemps au cœur des négociations climatiques et ont causé une énorme frustration pour les pays africains qui avaient adopté en septembre dernier la Déclaration de Nairobi, un texte sanctionnant le premier

Sommet africain sur le climat. L'Afrique, qui subit de plein fouet les ravages de la crise climatique, réclame l'augmentation de « la capacité de production d'énergies renouvelables de l'Afrique de 56 gigawatts en 2022 à au moins 300 gigawatts d'ici à 2030 », ainsi qu'une réforme en profondeur d'un nouveau mécanisme de financement adapté aux besoins de l'Afrique, y compris la restructuration et l'allégement de la dette. Cet objectif n'a pas été atteint à Dubaï.

Nul n'a besoin de rappeler la contribution insignifiante voire nulle du continent dans la crise en cours, d'où le texte final laisse un goût amer du point de vue de la justice climatique. Pour des millions d'Africains, la crise climatique affecte tous les aspects de la vie – de l'alimentation au logement, en passant par l'accès à l'eau potable et à une énergie propre. D'où le soutien au triplement des énergies renouvelables avait suscité l'optimisme et dynamisé les communautés qui se sont mobilisés en masse ces dernières semaines pour appeler à un déploiement rapide et à grande échelle des énergies renouvelables en Afrique.

Pour véritablement assurer la justice climatique, les plus grands pollueurs doivent prendre le leadership et faire leur part du sacrifice en vue d'une élimination progressive de tous les combustibles fossiles tout en accélérant les financements destinés au triplement des énergies propres d'ici 2030 et au doublement de l'efficacité énergétique. Ces deux objectifs sont intimement liés et représentent l'unique voie de survie pour les populations du Sud Global. Une fois de plus, l'accord de Dubaï n'a pas présenté une voie claire, soutenue par un cadre juridique et un calendrier de mise en œuvre.

L'histoire retiendra que COP 28 aura été un moment de vérité pour l'industrie des combustibles fossiles, après des décennies de mensonges et de manipulations. Il ne fallait pas s'attendre à ce que la fin de l'ère des combustibles fossiles soit prononcée par ses premiers bénéficiaires. Il y avait au

moins 2 456 lobbyistes des énergies fossiles à cette COP qui ont tout fait pour influencer l'accord final. Jusqu'à la dernière heure de la COP, l'on aura aussi vu la puissance de mobilisation et de pression de la société civile, du mouvement climatique, des peuples autochtones et des leaders progressistes qui ont démontré leur puissance pour maintenir les intérêts et l'avenir des plus vulnérables et des sans-voix au centre des négociations climatiques. Au cours des deux prochaines années menant à la COP 30, au Brésil, nous resterons sur cette lancée pour exiger encore plus farouchement la justice climatique. A luta continua!

☐ **Landry Ninteretse, Directeur Régional, 350Africa.org**

---

# **Climat et Biodiversité au Bénin : L'ONG Save Our Planet pour une citoyenneté active**

*La 4e édition tant attendue de la Conférence Citoyenne pour le Climat et la Biodiversité au Bénin, organisée par l'ONG Save Our Planet, s'est ouverte le samedi 9 décembre 2023, à l'université d'Abomey-Calavi. Cet événement a rassemblé des citoyens engagés, des experts et des organisations de la société civile renommées.*



En prenant la parole à l'ouverture de la conférence, Megan Valère SOSSOU, Directeur Exécutif de l'ONG Save Our Planet a salué la présence effective des participants et acteurs invités avant de préciser l'objectif de la Conférence. « Il s'agit d'impliquer activement les citoyens dans la formulation de recommandations stratégiques afin de renforcer les initiatives de lutte contre les changements climatiques et de préservation la biodiversité au Bénin », a précisé Megan Valère SOSSOU.



En ouvrant officiellement les travaux de la 4e édition de conférence Citoyenne pour le Climat et la Biodiversité au Bénin, le parrain de l'événement, le Professeur Michel BOKO, a loué l'initiative de l'ONG Save Our Planet, soulignant le lien indissociable entre biodiversité et climat. « C'est pourquoi, je trouve votre initiative très pertinente, et je vous en félicite », a-t-il déclaré.

Le panel inaugural, animé par le Journaliste Fulbert ADJIMEHOSSOU, a jeté les bases des dialogues participatifs. Ce panel a été enrichi par le Professeur Honoraire en Climatologie Michel Boko, la Coordinatrice LABIS Porto-Novo, Laurette Bernisse SOUALY et Directeur Exécutif de JEVEV ONG, Henri TOTIN. Les échanges ont permis aux experts d'explorer comment transformer la jeunesse

et l'innovation au service du climat, de la Biodiversité et du Développement Durable. Ils ont évoqué plusieurs initiatives, dont celles de la valorisation de la jacinthe d'eau en composts, de la transformation des déchets plastiques et de la valorisation des déchets des équipements électriques et électroniques.

Dans son intervention, Henri TOTIN, Directeur Exécutif de l'ONG JEVEV a exposé le projet innovant de son organisation dans la communauté de Ganvié qui consiste à gérer autrement la problématique de la prolifération envahissante des jacinthes d'eau pour libérer le couloir de navigation sur l'eau. Une initiative qui participe au nexus Climat Biodiversité et Développement durable a-t-il indiqué.



Comme à Ganvié dans la commune de So-Ava, à Porto-Novo précisément au Laboratoire d'Innovation Sociale (LABIS), l'innovation, l'employabilité et l'engagement citoyen sont au cœur des actions. Pour Laurette Bernisse SOUALY, sa Coordonnatrice, « dans le contexte actuel, on ne peut pas parler de la citoyenneté, de l'entrepreneuriat, de l'employabilité sans parler des questions liées à l'environnement ».

Parlant d'innovation au service de l'environnement, le Professeur Michel BOKO encourage vivement les jeunes à innover

pour répondre aux défis climatiques et écologiques. Cependant, il invite à la vigilance en matière d'innovation pour ne pas créer un autre problème pour l'environnement ou pour l'Homme se basant sur le cas de la valorisation des plastiques, dont les substances sont extrêmement dangereuses pour l'homme et pour l'environnement. Ce panel inaugural enrichissant a planté le décor aux panels de renforcement de capacité et de partage d'expérience.



Ainsi, la première intervention dans ce cadre a été menée par Carin GOGAN, Expert Senior en Suivi Évaluation et capitalisation au Projet BENKADI, qui a mis en lumière le rôle de la Plateforme des Acteurs de la Société Civile (PASCiB) dans l'Adaptation basée sur les Écosystèmes du Projet Benkadi. Cette présentation a souligné l'importance de l'engagement de la société civile dans les initiatives d'adaptation locale.

Étienne Houédoté DEGBOE, Directeur Exécutif par Intérim de l'ONG SOS Biodiversity, a ensuite analysé le nouveau cadre mondial sur la biodiversité, partageant les expériences fructueuses de son organisation en matière de conservation de la biodiversité au Bénin. Horace Fiacre Enock KPOSSI, MSc en

Gestion des Aires Protégées et Réserves de Biosphère, a ensuite présenté des perspectives sur la gestion efficace de ces aires face aux menaces terroristes émergentes en Afrique de l'Ouest, mettant en avant l'implication des communautés locales et la mise en place de numéros verts pour renforcer la sécurité.

La particularité de ce panel en ligne est la coopération avec les experts du nord sur le rôle de l'innovation dans le nexus Climat-Biodiversité et Développement Durable. Cette session en ligne a été animée par Giraud TOGBE, journaliste scientifique au Sénégal avec pour invitées : Pauline MODRIE, Conseillère en Développement Durable, et Flore Fiers, Chargée de projet spécialisée en Innovation. Les intervenants ont souligné l'importance des petites solutions durables et de l'application pratique des innovations au quotidien au service du développement durable.

Les chercheurs Mireille ODOUNFA et Paulette GUEDEZOUME, du LABEF, ont ensuite abordé la nécessité d'introduire l'intelligence artificielle dans l'agriculture, soulignant les avantages des modèles d'apprentissage automatiques et des algorithmes pour une agriculture plus intelligente et adaptative. Dans sa présentation sur le rôle des médias dans le nexus Climat Biodiversité et Développement, Fulbert Adjimehossou, Secrétaire général du Réseau des Acteurs des Médias pour l'Eau, l'Environnement et le Climat (RAMEC), a fait une analyse anatomique de l'univers médiatique croisé aux enjeux environnementaux. Il a souligné le rôle crucial des médias dans la sensibilisation autour des questions environnementales, en particulier sur les changements climatiques et la biodiversité. Il a encouragé les médias à aller au-delà des comptes-rendus factuels et à initier des enquêtes approfondies pour mieux informer et sensibiliser les populations.

La conférence a également inclus une simulation de négociation climatique, impliquant diverses parties prenantes telles que

les entreprises et les Organisations de la société civile. Cette immersion a offert aux jeunes participants une compréhension approfondie des différents aspects d'une négociation climatique, renforçant ainsi leur capacité à défendre la justice climatique.

La particularité de cette nouvelle édition de la Conférence a été la distinction honorifique « Eco Awards Benin ». En effet, l'ONG Save Our Planet a distingué ses membres les plus actifs et qui ont contribué ardemment à atteindre ses objectifs ces dernières années à travers Eco Awards Benin. Une vingtaine de membres dans plusieurs catégories. La clôture de la conférence a été marquée par l'annonce d'une déclaration citoyenne, synthèse des contributions des participants et experts, destinée aux autorités politico-administratives pour influencer les politiques de développement.

La 4e édition de la Conférence Citoyenne pour le Climat et la Biodiversité au Bénin a été un succès retentissant, soulignant l'engagement continu de l'ONG Save Our Planet dans la promotion de solutions innovantes et durables pour relever les défis environnementaux majeurs.

*Venance Ayabo TOSSOUKPE*

---

**L'ONUSIDA appelle à confier  
le leadership aux communautés  
pour mettre fin au sida d'ici**

# 2030

*Dans un contexte où des informations controversées sur de présumées contaminations au VIH/SIDA secouent [la toile béninoise](#), l'ONUSIDA a dévoilé [son dernier rapport](#) sur l'état des lieux de la maladie, offrant ainsi un grand aperçu sur la situation actuelle. Les statistiques de l'édition 2022 révèlent à la fois des progrès encourageants et des défis persistants dans la lutte contre cette pandémie dévastatrice. Avec 39 millions de personnes vivant avec le VIH dans le monde, les données mettent en lumière l'urgence continue de l'action mondiale.*

**CONFIER LE  
LEADERSHIP  
AUX COMMUNAUTÉS**

 **Journée Mondiale du sida 2023**

 **ONUSIDA**



Mais, cette année l'ONUSIDA lance un appel passionné aux gouvernements du monde entier pour confier le leadership à des communautés engagées dans la lutte contre le VIH. Un rapport récemment publié par l'organisation, intitulé « Confier le leadership aux communautés », met en lumière le rôle crucial joué par ces groupes, tout en soulignant les défis auxquels ils sont confrontés en raison du sous-financement et des

obstacles entravant leurs efforts.

Selon ce rapport, le sida ne pourra être éradiqué en tant que menace pour la santé publique d'ici 2030 que si les communautés en première ligne reçoivent un soutien complet des gouvernements et des donateurs. Winnie Byanyima, directrice exécutive de l'ONUSIDA, a souligné l'importance de reconnaître les communautés comme des leaders plutôt que comme des problèmes à gérer. « Les communautés ne se tiennent pas en travers du chemin, elles éclairent la voie qui mène à la fin du sida », a-t-elle déclaré.

Le rapport, présenté lors d'un événement à Londres organisé par l'organisation de la société civile STOPAIDS, met en évidence le rôle moteur des communautés dans le progrès de la lutte contre le VIH. Des campagnes menées par ces communautés ont contribué à élargir l'accès aux médicaments génériques contre le VIH et à réduire considérablement le coût du traitement. Des exemples au Nigeria montrent comment les programmes dirigés par des organisations communautaires ont augmenté de 64 % l'accès au traitement anti-VIH.

Le rapport met également en lumière des initiatives novatrices des communautés, telles qu'un projet en Namibie utilisant des vélos électriques pour fournir des médicaments anti-VIH aux jeunes et des applications sur smartphone en Chine pour encourager l'autodépistage du VIH.

Pourtant, malgré ces réussites, les communautés font face à des obstacles majeurs, tels que le sous-financement et les attaques dans certains endroits. Robbie Lawlor, cofondateur d'Access to Medicines Ireland, souligne le besoin urgent de soutien financier : « On attend de nous que nous déplaçons des montagnes sans soutien financier. L'heure est venue de nous confier le leadership. »

Le rapport appelle à placer le rôle de leader des communautés au cœur de tous les plans anti-VIH, à financer pleinement et

durablement ce rôle, et à éliminer les obstacles entravant leur capacité à agir. À l'heure actuelle, les communautés sont à la pointe de l'innovation et jouent un rôle crucial dans la riposte au sida. Il est temps de reconnaître et de soutenir pleinement leur leadership pour mettre fin au sida d'ici 2030.

Rappelons que des explications sur ce rapport ont été données aux Hommes des médias du Réseau des Médias Africains pour la Promotion de la Santé et de l'Environnement.

*Megan Valère SOSSOU*

---

## **Gestion post-adoption de la contraception: Le CERRHUD lance un dispositif innovant à Allada**

*Du 27 au 30 novembre 2023, une campagne de sensibilisation sur la gestion saine post adoption de la contraception se déroule dans la commune d'Allada. Cette activité fait partie d'un dispositif de suivi instauré par le Centre de Recherche en Reproduction Humaine et en Démographie (CERRHUD), en partenariat avec l'UNFPA, ABPF, et le bureau de la Zone sanitaire Allada, Toffo et Zè.*



## Sensibilisation

Sous la pailote du Centre de Santé de Sékou, dans la commune d'Allada, une trentaine de femmes sont concentrées à suivre une communication. Ce mardi, Gisèle H. sage-femme en service au Cerrhud, aborde l'importance de la planification familiale pour l'épanouissement des couples. « Nous aspirons à une harmonie dans les foyers, les familles et la communauté. Pour cela, le couple doit bien planifier le nombre d'enfants qu'il souhaite, au moment voulu », explique-t-elle.

Après avoir détaillé la procédure d'adoption d'une méthode contraceptive, elle communique un numéro de téléphone, le 55 33 96 96, que les femmes peuvent appeler pour obtenir un soutien sûr et apaisant concernant toute préoccupation liée à la planification familiale après adoption. « Il vous suffit de bipper, nous vous rappellerons pour vous orienter et vous assurer une prise en charge efficace », rassure Gisèle H.



## « Bipé-mi, Après la Planification familiale, je t'écoute »

Le mot d'ordre est ainsi lancé, tant à Sékou que dans les autres arrondissements de la commune. Cette initiative, mise en œuvre par le Cerrhud en partenariat avec le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA), l'ABPF et le bureau de la zone sanitaire Allada Toffo et Zè vise l'utilisation sûre des méthodes contraceptives.

» Après l'adoption d'une méthode de planification, le dispositif offre une écoute attentive, pour répondre à vos préoccupations et vous aider à maintenir une bonne harmonie avec votre corps, avec votre famille et avec votre entourage. Cette écoute attentive est confidentielle et basée sur les principes du secret médical. Elle s'appuie sur une cellule d'écoute formée qui implique des agents de santé et des assistants sociaux, avec la possibilité de mobiliser si besoin, l'appui des juristes, des officiers de police, des ONGs et des autorités politico-administratives », déclare le

Directeur exécutif.

Ainsi, jusqu'au 30 novembre, des équipes seront déployées dans les marchés, les centres de santé, les centres de promotion sociale et autres lieux publics. Les groupements de femmes et les conducteurs de taxi-motos sont aussi sensibilisés sur ce dispositif. Les capacités des prestataires de soins de la commune d'Allada ont par ailleurs déjà été renforcées.

« Sur le terrain, nous constatons une attention du public au message, ce qui démontre l'importance du sujet pour la population montre le besoin d'écoute. Nous espérons que maintenant qu'ils sont informés sur la gestion post-adoption et la disponibilité d'un centre d'écoute, ils pourront massivement recourir au 55 33 96 96 pour être orientés en cas d'inquiétude après l'adoption », mentionne Dr Gottfried A. , Coordonnateur des activités.Allada pourra donc prouver que faire des choix éclairés et bénéficier d'un suivi efficace garantit des vies épanouies.

---

## **FESTISOL 2023 : l'ONG Save Our Planet sensibilise à la préservation des semences locales**

The NGO Save Our Planet highlighted the critical importance of preserving local seeds to ensure agricultural biodiversity and food sovereignty during the FESTISOL COLLINES 2023 event. Held November 2023 at the National School of Biosciences and Applied Biotechnologies in Dassa-Zoumé, the initiative aimed to raise awareness among children, students, and agricultural

professionals. Executive Director Megan Valère SOSSOU discussed the threat posed by multinational corporations pushing non-reproducible industrialized seeds on underdeveloped countries. Attendees were urged to join the fight for preserving these seeds to protect farmers' rights and promote sustainable, equitable farming. The event also featured a public debate on conservation methods and challenges.

---

## **Projet Benkadi: le Bénin actualise son dossier MAB UNESCO en intégrant de nouveaux sites**

Between November 7-9, 2023, significant progress was made in biodiversity preservation in Benin, with the approval of management plans for nine new sites, including the Mono and lower Ouémé valley. This momentous event, a result of meticulous work by a group of consultants under MAB UNESCO, CENAGREF, and the Benkadi Project, highlights a substantial advancement in sustainable practices for managing natural reserves. The integration of these nine new sites into the MAB UNESCO dossier underlines Benin's ongoing commitment to conserving its natural wealth and exceptional biodiversity. The plan's conformity with MAB UNESCO's rigorous standards demonstrates the stakeholders' substantial efforts in this process.

---

# **Urgence médicale en Afrique subsaharienne : Des lacunes criantes dans l'accès aux soins chirurgicaux appellent à une action immédiate**

An extensive 2022 assessment conducted across 601 district hospitals in 32 Sub-Saharan African countries revealed alarming gaps and disparities in access to surgical, obstetric, and anesthesia care. Major findings included the lack of national plans for such care in 75% of the countries, poor density of healthcare professionals, and significant infrastructure deficiencies in hospitals. The study emphasized the urgent need for intervention, leading to the launch of the Surgery Africa 2030 Initiative. This initiative aims to implement the Dakar Declaration and its 2022-2030 Regional Action Plan, striving for universal health coverage by 2030, bolstered by partnerships and international support.

---

**Projet SE WADEDJI BOGAN :  
Savalou désormais mieux**

# **informé sur la vaccination**

In response to vaccine hesitancy and misinformation in Benin, particularly in Savalou, the NGO Save Our Planet launched the SE WADEDJI BOGAN project on November 18, 2023. The initiative, which includes public information sessions and debunking COVID-19 rumors, aims to promote the importance of vaccinations. The project receives support from Unicef Benin and the French Embassy in Benin.

---

## **Concassage de granite à Parakou : Entre survie et risques sanitaires**

Bénin, like other West African countries, aims for development but struggles with youth underemployment and unemployment. Many citizens are compelled to do risky, dangerous jobs, such as the granite quarry workers in Parakou, who lack protective equipment and expose themselves to numerous diseases. They are appealing for government assistance and social support for better working conditions.

---

## **Mise en œuvre de la**

# Convention de Bâle : Vers une meilleure gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques au Bénin

*Du mardi 24 au jeudi 26 octobre 2023, la ville de Bohicon a abrité une importante rencontre d'information sur la gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques. Cette rencontre animée par une équipe du ministère du Cadre de Vie, des Transports, et du Développement Durable, a réuni les praticiens, les cadres de la mairie, les ONG locales, quelques radios locales ainsi que des acteurs des structures déconcentrées, afin de garantir une meilleure gestion de ces déchets.*



## Atelier de formation sur les DEEE à Bohicon

À l'instar de plusieurs autres pays, le Bénin est signataire de nombreuses conventions internationales, parmi lesquelles figure la Convention de Bâle, qui régit le mouvement transfrontière des déchets dangereux et leur élimination. Alors qu'ils sont classés parmi les déchets dangereux, les déchets d'équipements électriques et électroniques se trouvent répandus dans l'ensemble du territoire béninois. Cette prolifération expose les populations à des risques de contamination chimique si les déchets d'équipements électriques et électroniques ne sont pas mieux gérés.

C'est pourquoi, le Ministère du Cadre de Vie, des Transports, en charge du Développement Durable dans le cadre de la mise en œuvre de la Convention de Bâle, a prévu une activité spécifique dans le plan de travail annuel de la Direction Générale de l'Environnement et du Climat. L'objectif de cette activité est d'informer et de former les acteurs opérant dans la gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques sur le cadre juridique, l'état des lieux et les impacts sur la santé et l'environnement.



Pulchérie DONOUMASSOU SIMEON, Docteure en Droit de l'environnement e cadre au Ministère du Cadre de Vie et du Transport en charge du Développement Durable, a exprimé sa satisfaction quant à la participation active des acteurs

impliqués. Elle a souligné l'importance de briser l'ignorance qui entoure cette question cruciale. Ces acteurs, qui interviennent pour la plupart sans grand intérêt pour les équipements de protection individuels, ont montré un fort désir d'intégrer les informations reçues lors de la formation pour mieux contribuer à la gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques.

Durant trois jours, les participants ont pris connaissance des tenants et aboutissants de la gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques. Ils se sont davantage impliqués à travers la rédaction d'un projet spécifique pour aborder de façon concrète la problématique.

*« J'ai acquis de précieuses informations sur la gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques au cours de cette formation »* a déclaré Solange SEFAN, chargée de programme à l'ONG IFÊ ALA JOBI. Elle compte partager avec ses pairs et les communautés les informations acquises.

Un vœu vivement souhaité par Pulchérie DONOUMASSOU SIMEON, Cheffe de la mission de formation qui n'a pas manqué d'inviter les parties prenantes à relayer les informations acquises au sein de leurs différentes communautés. De la part de la mairie, elle attend un accompagnement toutes les fois que les acteurs voudront organiser des activités pour disséminer l'information au niveau des populations. Car a-t-elle soutenu, la mauvaise manipulation des déchets d'équipement électriques et électroniques est une source de contamination à la fois pour l'Homme et son environnement.

C'est pourquoi, la mission de formation qui a commencé à Parakou n'est pas prête de s'arrêter si tôt. Elle continue son périple à travers d'autres villes du Bénin pour une meilleure gestion des déchets d'équipement électriques et électroniques au Bénin, contribuant ainsi au bien-être de la population et à la préservation de l'environnement.

# **L'ASCINB ET LES MEDIAS : LE MARIAGE PARFAIT POUR L'INTENSIFICATION DE LA NUTRITION AU BENIN**

*Après son lancement officiel, le dimanche 15 octobre 2023, la Campagne Nationale de Plaidoyer pour l'Intensification de la Nutrition au Bénin (CaNPIN), enregistre déjà une forte adhésion des médias à travers une mobilisation significative.*

*Des hommes et femmes des médias venus des quatre coins du Bénin et réunis en atelier à Grand-Popo les 17 et 18 octobre 2023, sur l'initiative de l'Alliance de la Société Civile pour l'Intensification de la Nutrition au Bénin (ASCINB) dans le cadre du projet CASCADE.*



### Les Hommes des médias

L'objectif de cet atelier était de sensibiliser et de mobiliser les médias en faveur de la Campagne Nationale de Plaidoyer pour l'Intensification de la Nutrition au Bénin. Au cours de ces deux jours, les participants ont été familiarisés avec les notions de base du plaidoyer et ses différentes étapes, la campagne et son déroulement. L'atelier a été un cadre pour les acteurs des médias qui ont collaboré et défini des actions concrètes à entreprendre dans le cadre de cette campagne pour la nutrition au Bénin.

L'un des points forts de l'atelier a été l'engagement des médias à soutenir activement l'ASCINB à travers son projet CASCADE pour garantir le succès de la Campagne Nationale de Plaidoyer pour l'Intensification de la Nutrition au Bénin. Pour le Président de l'ASCINB, Aurélien ATIDEGLA, il est essentiel que cette campagne atteigne toutes les régions du pays, avec une attention particulière portée à la sensibilisation des jeunes filles en âge de procréer et les enfants.

C'est pourquoi, ajoute-il, les médias doivent jouer un rôle essentiel dans la diffusion de l'information, en organisant des interviews et des débats sur des questions liées à la nutrition.

Au nom du Réseau des Acteurs des Médias pour l'Eau, l'Environnement et le Climat (RAMEC), Antoinette SAGBO a chaleureusement salué l'ASCINB pour son initiative. Elle a souligné que l'atelier a le mérite de renforcer les compétences des journalistes sur un sujet de grande importance comme la nutrition.

En ce qui concerne le projet CASCADE, il est mis en œuvre au Bénin dans 20 commune et vise à renforcer l'efficacité des politiques nationales de nutrition existantes, dans le but d'améliorer la sécurité alimentaire et de contribuer à la réduction de la malnutrition. Il mérite d'être mentionné que ce projet est financé par le ministère des affaires étrangères des Pays-Bas.

La mobilisation des acteurs étant une étape cruciale dans la lutte contre la malnutrition et l'amélioration de la santé nutritionnelle, l'ASCINB et les médias font donc le mariage parfait pour réussir cette Campagne Nationale de Plaidoyer pour l'Intensification de la Nutrition au Bénin.

*Megan Valère SOSSOU*

---

**Appauvrissement des sols :  
Vers les vers de terre,**

# **véritables fertilisateurs des sols**

*Les humbles vers de terre, ces créatures souterraines qui passent souvent inaperçues, sont en réalité des acteurs clés dans la préservation de notre environnement. Ils sont bien plus que de simples créatures rampantes ; ce sont de véritables, fertilisateurs des sols dont le rôle est essentiel pour maintenir la santé des écosystèmes terrestres.*



## *Des vers en activité*

Ces petits êtres inestimables sont responsables de la digestion, de la transformation, et de la régénération du sol, et ils jouent un rôle fondamental dans le maintien de sa structure grumeleuse.

Les vers de terre, ces insatiables tubes digestifs, sont capables d'ingérer des quantités incroyables de matière organique. On estime qu'ils peuvent consommer jusqu'à 400

tonnes de matière par hectare par an. En dix ans, ils ont la capacité de digérer complètement la couche arable d'un sol sur 25 centimètres de profondeur. Les populations de vers de terre sont constamment à l'œuvre, décomposant la litière végétale à la surface du sol et la transformant en boulettes fécales, appelées « turricules », qu'ils rejettent à la surface ou dans leurs galeries plus profondes. Ce processus permet de mélanger la matière organique et minérale du sol, créant ainsi des complexes organo-minéraux sous forme de micro-agrégats qui donnent au sol sa structure grumeleuse caractéristique.

Les vers de terre ont une réelle importance dans la régulation des écosystèmes. Ils sont classés en trois catégories : les épigés, les endogés, et les anéciques. Les épigés, les plus petits, travaillent à la surface en fragmentant le couvert végétal. Les endogés, de taille moyenne, vivent sous terre, se nourrissent de matière organique déjà dégradée, et créent des réseaux de galeries horizontales. Les anéciques, les plus grands vers de terre, forment des galeries verticales profondes, jusqu'à trois mètres de profondeur, facilitant l'aération du sol et la pénétration des eaux. Ils sont également essentiels pour approfondir la couche arable.

Cependant, ces précieux architectes du sol sont en danger. La pratique agricole intensive, notamment le labour systématique, menace leur habitat. La charrue est leur ennemi numéro un, car elle détruit leurs galeries et les enfouit. La disparition des vers de terre a des conséquences néfastes sur la structure du sol, la rétention de l'eau et la biodiversité. Les pratiques agricoles qui préservent ces ingénieurs du sol sont devenues cruciales pour la santé de nos écosystèmes.

L'abandon progressif du labour est l'une des solutions préconisées pour préserver ces populations de vers de terre. Les agriculteurs qui adoptent des techniques culturales simplifiées constatent des économies significatives en coût de mécanisation, une amélioration de la santé du sol, et une réduction de l'utilisation d'engrais. Le non-labour favorise

également le stockage du carbone dans la matière organique, contribuant ainsi à la lutte contre les changements climatiques.

Il est temps de reconnaître l'importance des vers de terre dans la préservation de nos sols et de promouvoir des pratiques agricoles respectueuses de ces précieux alliés. En multipliant les pratiques positives, nous pouvons aider à inverser la tendance à la diminution de ces ingénieurs du sol, assurant ainsi la santé de nos écosystèmes et la durabilité de notre agriculture.

Ces informations sont des compilations des savoirs partagés par Guy Richard, Ancien Directeur de recherche à l'Institut national de la recherche agronomique. Et Frédéric Thomas, agriculteur, directeur de la revue Techniques culturelles simplifiées.

*Megan Valère SOSSOU*

---

# **Coup d'envoi officiel de la Campagne nationale de Plaidoyer pour l'Intensification de la Nutrition au Bénin**

*Placée sous le sceau de la Journée Internationale des Femmes Rurales, célébrée sous le thème « Les femmes rurales cultivent la bonne nourriture pour toutes et tous, » la conférence de presse consacrée au lancement officiel de la campagne*

*nationale de plaidoyer pour l'intensification de la nutrition a eu lieu ce Dimanche 15 octobre 2023 à Cotonou.*

Cette initiative portée par l'Alliance de la Société Civile pour l'Intensification de la Nutrition au Bénin (ASCINB) dans le cadre du projet CASCADE, visant à sensibiliser les autorités et l'opinion publique nationale et internationale sur les défis liés à la nutrition, en particulier dans les zones rurales du Bénin. Cette campagne a pour objectif principal d'influencer les politiques et stratégies actuelles et celles qui seront adoptées dans le futur fin qu'elles créent un environnement favorable pour l'atteinte des objectifs stratégiques de CASCADE.



Lancement officiel de la CaNPIN

Dans son message de lancement officiel, Aurélien ATIDEGLA, Président du Conseil d'Administration de l'ASCINB a déclaré que la campagne se veut une occasion unique de mettre en lumière le rôle essentiel des femmes rurales dans la nutrition et le développement durable. Et pour cela, explique-t-il, cette Journée Internationale des Femmes Rurales offre une

plateforme exceptionnelle pour sensibiliser sur les défis auxquels sont confrontées les femmes rurales et pour plaider en faveur de politiques et programmes adaptés. Il convient de noter que l'ASCINB collabore activement avec Care International Benin Togo et Gain pour la mise en œuvre du projet CASCADE. Ce projet a pour ambition pour objectif de renforcer l'efficacité des politiques nationales de nutrition existantes en vue de l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la contribution à la réduction de la malnutrition des femmes en âge de procréer et des enfants.

Son gestionnaire, Gisèle DENOU SABOU a au cours de la conférence de presse souligné l'importance de la synergie d'action entre les parties prenantes au plan local et l'implication du collectif des consommateurs dans la réalisation des objectifs du projet CASCADE au profit des femmes et des enfants.

De plus, selon Pascal DJOHOSSOU, Trésorier Général de l'ASCINB, au cours de cette Campagne Nationale de Plaidoyer pour l'Intensification de la Nutrition, des bonnes pratiques en matière de nutrition seront mises à la disposition des populations et diffusées. Ce plaidoyer tiendra compte à l'en croire de tous les enjeux actuels liés à la nutrition à savoir l'adaptation au changement climatique, l'entreprenariat et bien d'autres.

En ce qui concerne la contribution des médias, Mesmin DJEDJI, RMM/ ASCINB a pris l'engagement à travers l'ASCINB de mettre à la disposition des médias des contacts de personnes ressources déjà disponibles pour renforcer la production de riches contenus liée à la nutrition tout au long de la campagne.

La campagne, lancée ce 15 octobre 2023, s'étendra jusqu'à décembre 2026 rappelle Calixta D'Almeida, Secrétaire Générale de l'ASCINB, exprimant le souhait que les médias et les autres acteurs puissent continuer à jouer un rôle essentiel tout au long de cette période et au-delà pour atteindre les objectifs

fixés.

Parlant des autres acteurs, le secteur privé préoccupe Aubierge FLENON, représentante du partenaire GAIN à cette rencontre. Elle a mis l'accent sur le rôle du secteur privé dans la production et la transformation des produits alimentaires pour les consommateurs et a souligné l'importance de garantir que le secteur privé soit adéquatement pris en compte dans les politiques de nutrition au Bénin.



A noter que plusieurs activités sont prévues cette semaine, notamment la participation de la Campagne Nationale de Plaidoyer pour l'Intensification de la Nutrition (CaNPIN) à la Journée Mondiale de l'Alimentation ce 16 octobre 2023 à Savalou, ainsi qu'un atelier de sensibilisation et de mobilisation des médias pour une meilleure appropriation de la campagne par les médias et acteurs alliés.

Encore faut-il rappeler que le lancement de la campagne a été rendu possible grâce à la précieuse collaboration du Réseau des Acteurs des Médias pour l'Eau, l'Environnement et le Climat (RAMEC), de la Fédération Nationale des Femmes Agricultrices du Bénin (FENAFAB) et de la FERCAB.

Cette campagne marque le début d'une série d'activités de sensibilisation et de plaidoyers de l'ASCINB à travers le projet CASCADE, soutenu par Care International Benin Togo, le Royaume des Pays-Bas, Gain, et le gouvernement du Bénin, en faveur de la nutrition au Bénin. Elle démontre l'engagement résolu de l'ASCINB à créer un environnement favorable à la nutrition et au bien-être des femmes et des enfants dans les zones rurales du pays.

*Megan Valère SOSSOU*

---

## **Déclaration de Marrakech: Renforcer la coopération Sud- Sud pour la souveraineté sanitaire de l'Afrique**

*La 2e édition de la Conférence Africaine sur la Réduction des Risques en Santé, qui s'est déroulée à Marrakech, Maroc, du 27 au 29 septembre 2023, a été marquée par une déclaration historique de la part d'African Global Health (AGH), en partenariat avec l'Union Africaine et Africa CDC.*



Cette déclaration, intitulée « Déclaration de Marrakech », vise à renforcer la souveraineté sanitaire de l'Afrique en encourageant la mise en œuvre d'initiatives Sud-Sud et en promouvant la collaboration, l'innovation et l'équité dans le domaine de la santé.

Dans cette déclaration ambitieuse, African Global Health exprime son engagement à bâtir un avenir où les nations africaines non seulement atteindront une couverture sanitaire complète, mais contribueront également au renforcement des systèmes de santé dans tous les pays du Sud grâce à leur expertise et à leurs ressources.

La Déclaration de Marrakech énonce plusieurs recommandations cruciales formulées lors de la conférence à savoir : la collaboration sous la direction africaine, la solidarité Sud-Sud, la politique de santé panafricaine, la Charte Panafricaine sur la réduction des risques sanitaires et les partenariats mondiaux.

La Déclaration de Marrakech démontre la volonté des acteurs de la santé en Afrique de renforcer leur capacité à fournir des soins de qualité à leurs citoyens. Elle met également en avant le leadership de l'Afrique dans la promotion de la santé mondiale, contribuant ainsi à créer un monde plus sain et plus équitable pour tous.

Lire la Déclaration de Marrakech 2023 [ici](#).

*Megan Valère SOSSOU*

---

# 6ème édition du Forum Galien Afrique : l'Afrique en première ligne contre les Maladies Non-Transmissibles

*L'Afrique se prépare à accueillir la 6ème édition du Forum Galien Afrique, un événement scientifique majeur, du 3 au 7 octobre 2023, au Centre de Conférences du King Fahd Palace à Dakar, sous le parrainage de Son Excellence, Monsieur Macky SALL, Président de la République du Sénégal.*



Le coup d'envoi de ce forum scientifique exceptionnel aura lieu le 6 octobre 2023 à 08h30 précises, dans la somptueuse Salle BC12 du King Fahd Palace, avec une mise en place dès 08h00. Le Forum scientifique sera précédé par un Forum des

Jeunes et un Forum des Femmes. Depuis 2018, le Forum Galien Afrique est devenu le rendez-vous incontournable pour les échanges de haut niveau et le partage d'expériences sur des questions de santé publique cruciales. Pendant près d'une semaine, Dakar deviendra la capitale africaine de la santé, de la recherche et de l'innovation.

Le thème central de l'édition 2023 du Forum Galien Afrique est « Maladies Non-Transmissibles : L'Afrique en lutte ! ». Parmi les sous-thèmes abordés, on retrouve notamment :

- Les maladies cardiovasculaires
- Les accidents vasculaires cérébraux
- Les cancers
- Le diabète
- Les affections respiratoires chroniques
- La santé mentale

L'objectif principal de ces discussions est d'établir un bilan et de formuler des recommandations visant à améliorer la lutte contre les maladies non transmissibles (MNT). Cela inclut des domaines tels que la prévention, le dépistage, l'accès aux services de soins et aux médicaments, ainsi que l'innovation en santé. En effet, les MNT, telles que les maladies cardiovasculaires, les cancers, le diabète et les affections respiratoires chroniques, sont la principale cause de mortalité dans le monde, responsable de 74 % des décès. Dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, elles continuent de poser un problème majeur de santé publique.

Plus de 3000 participants sont attendus du monde entier, allant des lauréats du Prix Nobel aux leaders politiques, en passant par les experts, les chercheurs, les étudiants, les leaders communautaires, les médecins, les socio-anthropologues, les biologistes, les innovateurs, les investisseurs, les organisations internationales, la société civile, le secteur privé, et bien d'autres encore. Ils

pourront suivre en mode hybride (présentiel et virtuel) les interventions d'experts internationaux sur les différentes thématiques.

Le Prix Galien Afrique, décerné lors de cet événement prestigieux, vise à récompenser l'excellence et l'innovation. Il mettra à l'honneur les chercheurs, les institutions et les industries pharmaceutiques du secteur public ou privé ayant développé des initiatives, des services, des produits pharmaceutiques, biotechnologiques, de phytothérapie, de diagnostic, des dispositifs médicaux et des solutions digitales récemment introduits sur le marché africain. Cette 6ème édition sera également l'occasion de décerner pour la troisième fois le Prix Galien Afrique, une reconnaissance majeure dans le domaine de la santé.

Le Forum Galien Afrique 2023 promet d'être un événement inoubliable, réunissant les esprits les plus brillants et les innovateurs les plus passionnés pour aborder un défi majeur de notre époque : la lutte contre les maladies non transmissibles en Afrique et dans le monde. Restez connectés pour en savoir plus sur cet événement crucial pour la santé et l'innovation en Afrique.

*Megan Valère SOSSOU*

---

**2e édition de la Conférence  
Africaine sur la Réduction  
des Risques en Santé au**

# Maroc: Modèle de coopération internationale et intersectorielle pour la santé en Afrique

*Le lancement officiel de la 2<sup>e</sup> édition de la Conférence Africaine sur la Réduction des Risques en Santé a eu lieu ce 28 septembre 2023 au palais des congrès Mansour Eddahbi de Marrakech.*



Un événement honoré par la présence du Chef du Gouvernement marocain, Aziz Akhannouch, du Ministre de la Santé et de la Protection Sociale, le Pr Khalid Ait Taleb, ainsi que du Ministre de l'Agriculture, de la Pêche Maritime, du Développement Durable et des Eaux et Forêts, le Pr Mohammed Sadiki.



Aziz Akhannouch

Dans un discours d'ouverture plein de conviction, Aziz Akhannouch, Chef du Gouvernement marocain, a exprimé son profond respect pour l'engagement des pays africains en matière de réduction des risques pour la santé. Il a souligné la nécessité de la stratégie de prévention et de réduction des risques pour faire face aux défis de l'insécurité alimentaire, de la qualité des ressources en eau et de la crise climatique. Il n'a pas manqué d'appeler à la synergie d'efforts et à la mise en valeur des expertises africaines pour relever ce défi.

Une préoccupation partagée également par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) lors de sa 72<sup>e</sup> Assemblée Générale, mettant en avant la nécessité d'une collaboration intersectorielle pour la protection du secteur de la santé et la promotion des pratiques écologiques.



Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus

C'est pourquoi, le Directeur Général de l'OMS, Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus, a exprimé son soutien à cette initiative du Maroc. Par le biais d'une vidéo projetée aux parties prenantes à la conférence, il a déclaré : « J'encourage vivement l'initiative du Maroc visant à fournir une plateforme multisectorielle africaine pour la santé publique et la prévention des risques. »

Cette conférence internationale rassemble de nombreuses personnalités éminentes d'Afrique et d'autres régions du monde, notamment des ministres, des ambassadeurs, des experts, des personnalités scientifiques et politiques, ainsi que des représentants d'organisations internationales non gouvernementales. Elle offre une plate-forme exceptionnelle pour l'échange d'informations, d'expériences et de perspectives en matière de réduction des risques pour la santé, tout en abordant les enjeux liés à l'eau, à

l'environnement et à leur impact sur la sécurité alimentaire et la santé en Afrique.

Pour rappel, cette conférence vise à créer un cadre africain solide, basé sur les expériences des nations africaines et les idées d'experts en santé publique. Elle se concentre sur la mise en place de mesures préventives efficaces pour atténuer les effets des crises humaines, sociales, politiques et économiques, avec pour objectif ultime le développement d'une politique de santé commune pour faire face aux risques et aux crises émergents.

*Megan Valère SOSSOU*

---

## **Réduction des risques en santé : Le Maroc et l'Israël signent un mémorandum d'entente**

*L'un des moments forts de la première journée de la 2<sup>e</sup> édition de la Conférence Africaine sur la réduction des risques en santé a été la signature du protocole d'entente entre le Maroc et l'Israël. Dans un geste historique et emblématique de coopération internationale en matière de réduction des risques en santé, le Maroc et Israël ont signé un protocole d'entente lors de la deuxième édition de la Conférence Africaine sur la réduction des risques en santé. Cette collaboration transfrontalière a été rendue possible grâce aux structures African Global Health et au Sheba Medical Center, qui ont représenté respectivement les deux pays lors de la signature.*



Ce partenariat entre le Maroc et Israël démontre la volonté ferme du Maroc de rechercher des partenariats internationaux et de créer des liens solides avec tous les acteurs engagés dans la promotion de la santé. Cet accord marque un moment historique où la santé et la réduction des risques sont placées au centre des priorités nationales et internationales.

L'engagement conjoint du Maroc et d'Israël à travailler main dans la main dans le domaine de la santé témoigne de la capacité de la coopération internationale à transcender les différences géopolitiques pour atteindre des objectifs communs. Cette initiative prometteuse ouvre la voie à de nouvelles opportunités de collaboration dans le domaine de la santé et de la gestion des catastrophes naturelles, renforçant ainsi la résilience des nations face aux défis à venir.



Cet accord souligne également l'importance de la Conférence Africaine sur la réduction des risques en santé en tant que plateforme de partage d'expertise et de promotion de la coopération internationale pour le bien-être de tous. Les développements futurs de cette collaboration promettent d'apporter des avantages significatifs aux citoyens du Maroc, d'Israël et au-delà, contribuant ainsi à l'amélioration de la santé et à la réduction des risques en Afrique et dans le monde entier.

***Megan Valère SOSSOU***

---

# Promouvoir la connaissance et la sensibilisation aux risques naturels : L'Expertise de la Pr Hasnaa Chennaoui Aoudjehane

*Au cours de la table ronde consacrée aux catastrophes naturelles à la première journée de la Conférence Africaine sur la Réduction des Risques en Santé, la Professeure Hasnaa Chennaoui Aoudjehane, éminente spécialiste en Géochimie Planétologie de l'Université Hassan II de Casablanca et Présidente de All Together Taskforce for Advancing Research Innovation and Knowledge (ATTARIK Foundation), a apporté une contribution importante en soulignant l'urgence de valoriser les résultats de la recherche scientifique pour mieux prévenir et gérer les catastrophes naturelles.*



Prof Chennaoui Aoudjehane

El  
le  
a  
mi  
s  
en  
év  
id  
en  
ce  
qu  
e,  
bi  
en  
qu  
e

de  
no  
mb  
re  
us  
es  
re  
ch  
er  
ch  
es  
de  
qu  
al  
it  
é  
ex  
is  
te  
nt  
,  
il  
su  
bs  
is  
te  
un  
dé  
fi  
cr  
uc  
ia  
l  
à  
re  
le  
ve

r  
:  
l'  
in  
té  
gr  
at  
io  
n  
de  
ce  
s  
tr  
av  
au  
x  
da  
ns  
le  
s  
pr  
oc  
es  
su  
s  
dé  
ci  
si  
on  
ne  
ls  
et  
un  
be  
so  
in  
pr

es  
sa  
nt  
de  
se  
ns  
ib  
il  
is  
at  
io  
n  
de  
s  
po  
pu  
la  
ti  
on  
s  
au  
x  
ri  
sq  
ue  
s  
na  
tu  
re  
ls  
.

Dans le cadre spécifique des séismes, la Professeure Chennaoui Aoudjehane a annoncé une initiative prometteuse : « Nous avons prévu de développer des supports didactiques qui seraient accessibles à tous les collégiens et écoliers afin de démystifier les appréhensions liées aux risques naturels. »

Cette démarche vise à rendre les connaissances scientifiques plus accessibles et compréhensibles pour un public plus large.

Elle a également plaidé en faveur d'une collaboration étroite entre les chercheurs et la société civile scientifique pour faire avancer la cause de la prévention des catastrophes naturelles. Parmi ses recommandations clés figurent le développement et la promotion de la géologie, formations académiques universitaires dédiées à la gestion des risques naturels et technologiques, ouverture des chercheurs universitaires sur le public : sensibilisation des élèves et du grand public aux risques naturels et la promotion des risques scientifiques et développement d'un esprit critique.

La contribution de la Professeure Hasnaa Chennaoui Aoudjehane met en lumière l'importance cruciale de combler le fossé entre la recherche scientifique et la prise de décision, tout en soulignant l'urgence de sensibiliser davantage le public aux risques naturels. Ces recommandations s'appuient sur une approche multidisciplinaire et collective pour faire face aux défis posés par les catastrophes naturelles, et elles méritent une attention particulière dans le contexte de la préparation aux catastrophes.

*Megan Valère SOSSOU*

---

**Sauver des vies en période de catastrophes : l'expertise du Dr. Diego Joaquín Verrastro,**

# médecin urgentiste

*Au cœur de la table ronde consacrée aux « Catastrophes naturelles : Réduction des risques et gestion des urgences », en marge de la 2<sup>e</sup> Conférence Africaine sur la Réduction des Risques en Santé, le Dr. Diego Joaquin Verrastro, éminent chirurgien généraliste spécialisé dans la médecine d'urgence de l'Argentine, a partagé son expérience avec un parterre d'acteurs nationaux et internationaux.*



Dr. Diego Joaquin Verrastro

Parlant de la gestion des catastrophes, le Dr. Verrastro a dans son intervention déclaré : *« La planification et la préparation sont essentielles. Les plans irréalistes sont voués à l'échec, c'est pourquoi nous devons nous exercer avant que la catastrophe ne survienne. »* Si la médecine d'urgence vise à sauver un maximum de vies lors de situations de catastrophe, ces opérations ne sont pas sans l'implication de tous les acteurs de la chaîne. Pour Dr Diego Joaquin Verrastro, il est impératif d'impliquer toutes les parties prenantes dans la gestion des catastrophes avant leur

survenue, en veillant à ce que les processus décisionnels soient clairs.

Il a également mis en avant l'importance de la préparation des secouristes, en dépit de l'impossibilité de prédire les catastrophes naturelles. Les médecins ne sont souvent pas familiers avec les conditions de travail en plein air, dans des environnements incendiaires ou inondés, qui sont des conditions extrêmes. Selon lui, les formations des agents doivent prendre en compte ces réalités sur le terrain, et il est nécessaire d'élargir la formation à toutes les parties prenantes.

Le Dr. Verrastro a insisté sur la nécessité de prendre des décisions rapidement lors de situations d'urgence, sans tarder. Il a souligné la différence entre l'urgent et le moins urgent, rappelant qu'il ne faut jamais improviser lors de catastrophes naturelles.

Retenons que Dr. Diego Joaquin Verrastro a plaidé pour une préparation rigoureuse afin de réduire les risques dans un laps de temps très court. Il a rappelé l'importance de la planification, de la préparation et de la coordination de tous les acteurs impliqués dans la gestion des catastrophes naturelles. Ses paroles ont résonné comme un rappel de l'urgence de mieux nous préparer pour faire face aux défis inévitables que présentent les catastrophes naturelles.

*Megan Valère SOSSOU*

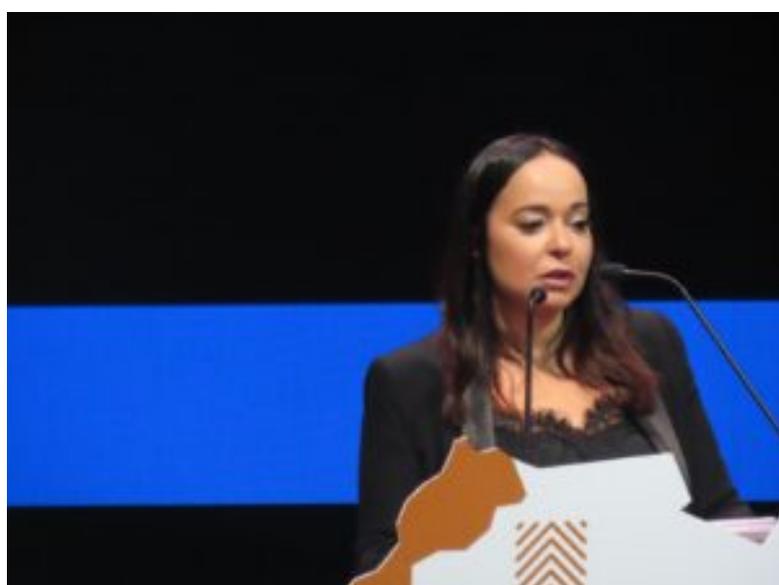
---

## **Renforcer la préparation aux**

# Catastrophes Naturelles : la vision de Dr Imane Kendili

*Au début de la première table ronde sur les « Catastrophes Naturelles : Réduction des Risques et Gestion des Urgences », la Docteure Imane Kendili, Présidente de l'Association Africaine de Santé Globale (African Global Health), a livré une intervention remarquable sur la gestion des catastrophes naturelles.*

Elle a souligné l'importance



and Dr Imane Kendili

ce d'investir davantage dans

le  
se  
ct  
eu  
r  
de  
la  
sa  
nt  
é  
po  
ur  
pe  
rm  
et  
tr  
e  
à  
l'  
Af  
ri  
qu  
e  
d'  
at  
te  
in  
dr  
e  
un  
ni  
ve  
au  
de  
pr  
ép  
ar

at  
io  
n  
op  
ti  
ma  
l.  
Ce  
tt  
e  
in  
it  
ia  
ti  
ve  
né  
ce  
ss  
it  
e  
un  
e  
ac  
ti  
on  
go  
uv  
er  
ne  
me  
nt  
al  
e  
au  
ni  
ve  
au

de  
ch  
aque  
nation  
on  
af  
ri  
ca  
ine,  
mais  
également  
ent  
une  
e  
co  
nt  
ri  
bu  
tion  
on  
in  
te  
rn  
at  
io  
na  
le  
pr  
ov  
en

an  
t  
d'  
au  
tr  
es  
co  
nt  
in  
en  
ts  
. Elle  
le  
me  
t  
en  
av  
an  
t  
l'  
im  
po  
rt  
an  
ce  
de  
la  
co  
ll  
ab  
or  
at  
io  
n  
po  
ur

le  
pa  
rt  
ag  
e  
de  
te  
ch  
no  
lo  
gi  
es  
et  
de  
co  
nn  
ai  
ss  
an  
ce  
s  
pr  
éa  
la  
bl  
em  
en  
t  
ac  
qu  
is  
es  
da  
ns  
d'  
au  
tr

es  
ré  
gi  
on  
s  
du  
mo  
nd  
e,  
da  
ns  
le  
bu  
t  
de  
fa  
vo  
ri  
se  
r  
un  
dé  
ve  
lo  
pp  
em  
en  
t  
co  
nt  
in  
en  
ta  
l  
pl  
us  
ét

en  
du  
da  
ns  
le  
do  
ma  
in  
e  
de  
la  
sa  
nt  
é.

Le Dr. Kendili insiste sur le rôle fondamental de la Conférence africaine sur la réduction des risques sanitaires, en raison de la participation active et du soutien apporté par des responsables administratifs et des experts venant d'autres pays. Cette collaboration internationale constitue un élément clé dans la promotion de la préparation aux catastrophes sanitaires en Afrique.

« Faire confiance aux experts et à l'expertise, que ce soit en Afrique ou à travers le monde ». Pour elle, la résilience, la responsabilité et la solidarité sont des valeurs intrinsèques au continent africain, ancrées dans les racines. Elle a rappelé que l'union et la collaboration sont essentielles pour relever les défis posés par les catastrophes naturelles, transcendant les frontières et les différences.

Docteure Kendili a précisé que l'engagement collectif de tous les participants à cette table ronde témoigne de cette solidarité, et elle a exprimé sa confiance que cette collaboration fructueuse mènera à des recommandations importantes en matière de souveraineté sanitaire.

Les paroles inspirantes de la Docteure Kendili reflètent la

détermination des acteurs engagés dans la prévention et la gestion des catastrophes naturelles à travailler ensemble pour un avenir plus sûr et résilient. Ces recommandations, issues de cette table ronde, sont destinées à renforcer notre capacité à faire face aux défis posés par les catastrophes naturelles, en préservant les valeurs fondamentales de confiance, de résilience et de solidarité.

*Megan Valère SOSSOU*

---

# **1ère Table ronde sur les catastrophes naturelles : l'émouvant discours d'ouverture du Pr Saaid Amzazi**

*Entre Solidarité nationale et reconstruction, le Maroc se relève après le séisme du 08 septembre dernier.*

En marge de la 2e édition de la Conférence Africaine sur la réduction des risques en santé, une table ronde spéciale a rassemblé d'éminents experts autour du thème « Catastrophes naturelles : Réduction des risques et gestion des urgences ». Le panel a été présidé par le Pr Saaid Amzazi du Maroc, qui est revenu sur le séisme dévastateur ayant secoué la région du Haut Atlas, au sud de Marrakech, le 8 septembre dernier.



Pr Saaid Amzazi

En effet, le Professeur a rappelé l'ampleur de la catastrophe, mettant en évidence

le  
fa  
it  
qu  
e  
le  
sé  
is  
me  
,  
d'  
un  
e  
ma  
gn  
it  
ud  
e  
de  
7  
su  
r  
l'  
éc  
he  
ll  
e  
de  
Ri  
ch  
te  
r,  
a  
en  
tr  
aî  
né

la  
pe  
rt  
e  
tr  
ag  
iq  
ue  
de  
pr  
ès  
de  
30  
00  
vi  
es  
hu  
ma  
in  
es  
et  
bl  
es  
sé  
pl  
us  
de  
56  
00  
pe  
rs  
on  
ne  
s.  
Ce  
tt  
e

ca  
ta  
st  
ro  
ph  
e  
a  
ra  
va  
gé  
de  
no  
mb  
re  
us  
es  
ré  
gi  
on  
s  
mo  
nt  
ag  
ne  
us  
es  
du  
Ha  
ut  
At  
la  
s,  
to  
uc  
ha  
nt  
de

pl  
ei  
n  
fo  
ue  
t  
de  
s  
po  
pu  
la  
ti  
on  
s  
dé  
jà  
vu  
ln  
ér  
ab  
le  
s  
et  
is  
ol  
ée  
s,  
en  
ge  
nd  
ra  
nt  
ai  
ns  
i  
un  
e

cr  
is  
e  
hu  
ma  
ni  
ta  
ir  
e  
dé  
ch  
ir  
an  
te  
qu  
i  
a  
pa  
rt  
ic  
ul  
iè  
re  
me  
nt  
to  
uc  
hé  
le  
s  
en  
fa  
nt  
s  
et  
le  
s

éc  
ol  
es  
de  
la  
ré  
gi  
on  
a-  
t-  
il  
af  
fi  
rm  
é.  
Au  
co  
ur  
s  
de  
so  
n  
di  
sc  
ou  
rs  
,  
il  
n'  
a  
pa  
s  
ma  
nq  
ué  
d'  
ex

po  
se  
r  
un  
e  
sé  
ri  
e  
de  
dé  
ci  
si  
on  
s  
au  
da  
ci  
eu  
se  
s  
pr  
is  
es  
po  
ur  
ré  
po  
nd  
re  
à  
ce  
tt  
e  
tr  
ag  
éd  
ie

Face à un public composé de représentants nationaux et internationaux, Saaid Amzazi a souligné la nécessité de la solidarité nationale et de la reconstruction, tout en mettant en avant l'importance de préserver l'identité culturelle profondément enracinée dans les régions touchées.

### **Des mesures prises par le gouvernement marocain**

Le Professeur en sa qualité du président de la séance a mis en lumière les mesures immédiates prises par le gouvernement marocain sous la direction éclairée de Sa Majesté le Roi Mohammed VI. Il est à noter que les Forces Armées Royales, les autorités locales et les équipes de la protection civile ont été mobilisées avec célérité pour coordonner les opérations de sauvetage et d'évacuation des zones sinistrées. Un approvisionnement en eau, en vivres, en tentes et en couvertures a été mis en place, même dans les zones les plus reculées, grâce à la mobilisation d'hélicoptères de l'armée.

Le Ministère de la Santé et de la Protection Sociale a pris en charge rapidement les blessés, garantissant une réponse médicale efficace, tandis que le gouvernement a décrété un deuil national de trois jours et a organisé la prière de l'absent (Salat Al Ghaib) dans toutes les mosquées du Royaume en mémoire des victimes.

Le Ministère de l'Éducation Nationale a assuré la continuité pédagogique des élèves touchés par la catastrophe en mettant en place des classes temporaires dans les zones sinistrées, prenant également en charge les enfants orphelins qui bénéficieront du statut de pupilles de la nation.

### **Reconstruction et reprise économique**

Le discours du professeur a ensuite abordé les plans ambitieux de relogement et de reconstruction, qui représentent un défi de taille dans cette région montagneuse accidentée. Il a

souligné l'importance de respecter les caractéristiques architecturales uniques de ces régions tout en adoptant des normes parasismiques rigoureuses pour les nouvelles constructions. La participation active des populations locales et l'utilisation de matériaux locaux ont été mises en avant comme des éléments cruciaux de ce processus de reconstruction.

Sur le plan financier, a-t-il chiffré, le gouvernement a alloué un budget considérable de 120 milliards de dirhams sur cinq ans pour la réhabilitation, le développement et la résorption des déficits sociaux dans les zones touchées.

Concernant la reprise économique, Saaid Amzazi a souligné la nécessité de transformer cette épreuve en une opportunité en valorisant les régions sinistrées, notamment par le biais du tourisme durable et en préservant le patrimoine culturel unique de ces régions.

En raison de l'expertise avérée des divers intervenants à la table ronde, le Président de cette table ronde inaugurale est resté convaincu que des recommandations pertinentes émergent des échanges entre les éminents scientifiques et spécialistes présents.

Il s'agit de Sanaa Sayegh (Maroc), Wessam Mankola (Éthiopie), le Colonel Zineddine Ammamou (Maroc), Ali Ardalán (Égypte), Edward Wollants (Salvador), Solomone Rataemane (Afrique du Sud), Patrick Mateta (Zimbabwe), Daouda Diouf (Sénégal), Hassan Ibouh (Maroc), Chiara Dimla (Philippines), Ahmed Benlakhdim (Maroc), Ertugrul Taciroglu (USA), Diego Verrastro (Argentine), Avraham Rivkind (Israël), Recep Akdag (Turquie), et avec la précieuse contribution de la Docteur Sara Touirsi en sa qualité de Secrétaire de session, ainsi que du Docteur David Khayat (France) modérateur, et de la Docteur Daniela Munene du Kenya.

***Megan Valère SOSSOU***

---

# Pharmacie en Afrique: pilier de la santé publique malgré les difficultés

*Le jour du 25 septembre est consacré à la célébration des pharmacies dans le monde. En Afrique, les pharmacies sont des acteurs incontournables du système de santé. En constante évolution, elles jouent un rôle de mire dans la prestation des soins de santé aux populations.*



Les pharmacies en Afrique sont bien plus que de simples points de vente de médicaments. Elles servent de véritables centres de conseil et de support médical pour les patients. Les pharmaciens, en plus de délivrer des médicaments, fournissent des informations essentielles sur leur utilisation appropriée, ce qui contribue à l'amélioration de la santé publique.

L'accès aux pharmacies est relativement bon dans les zones urbaines, mais les défis persistent dans les zones rurales, où

l'accessibilité aux soins de santé reste un problème majeur. Dans ces régions éloignées, les pharmacies sont souvent l'un des rares points d'accès à des médicaments essentiels.

Malgré leur importance, les pharmacies en Afrique font face à des défis significatifs. L'un des problèmes majeurs est la contrefaçon de médicaments. Des médicaments contrefaits ou de mauvaise qualité peuvent être dangereux pour la santé des patients. Les autorités travaillent à renforcer la réglementation et le contrôle de la qualité des médicaments pour lutter contre ce fléau.

Malgré ces défis, les pharmacies en Afrique représentent un atout précieux pour le système de santé. Les opportunités pour améliorer davantage les soins de santé sont nombreuses. Par exemple, l'intégration de la technologie peut aider les pharmacies à gérer plus efficacement les stocks de médicaments, à suivre les données sur la santé et à améliorer la communication avec les patients.

*Megan Valère SOSSOU*

---

## **Pratiques agricoles saines : Des visiteurs s'en imprègnent à la Ferme Ecole Cité Bio à Bohicon**

C'est à travers le programme « Mon Week-end à la ferme, » initié par la société Cité Bio, que des visiteurs venus de Cotonou ont découvert les pratiques agricoles respectueuses de la santé et de l'Environnement, ce samedi 23 septembre 2023.



Ce programme a effectivement démarré sur la ferme école Cité Bio, située à Koklofinta, dans l'arrondissement de Sodohomé à Bohicon. Les participants venus vivre leur premier week-end à la ferme ont été chaleureusement accueillis par le Directeur Général, Gaétan ALLIDE à leur arrivée. Ils ont aussitôt saisi l'opportunité de plonger dans une expérience agricole immersive, guidée par le gestionnaire de la ferme, Déo Gracias Assognon.

Du champ de basilic en première ligne, conçu pour repousser les nuisibles, aux plantations de moringa, en passant par la bananeraie, les cultures de stevia, de piments, de tomates, de bisaps, de la grande morelle, de lauriers et de papayers, les visiteurs ont pu explorer une variété fascinante de cultures entretenues avec soin.

Pour Déo gracias Assognon, Gestionnaire de la Ferme, c'est une expérience émouvante. Il partage son enthousiasme : « J'ai eu le privilège de présenter les différentes cultures que nous

développons sur la ferme avec nos visiteurs. Ils ont pu découvrir notre bananeraie, nos plantations de stevia, et ont même goûté à sa saveur puissante. »



Dans la dynamique d'une agriculture respectueuse de l'environnement, nul ne peut ignorer l'élevage. C'est pourquoi la section volaille de la ferme a également été mise en lumière, avec ses sujets de moins de trois mois déjà impressionnants à 2,5 kilos.

Christian GOUDOU, Président de l'ONG Les Centenaires fait partie des heureux visiteurs. Il raconte « Cette visite nous a permis de nous redécouvrir. Elle a permis de découvrir les potentialités de la nature et de montrer que c'est possible. »

Comme lui, Lisette Zitti, épouse Assogba, a été aussi impressionnée par tout ce qu'elle a pu découvrir. Elle témoigne : « J'ai même eu l'occasion de toucher certaines feuilles, comme celles du laurier. J'invite la population de

Bohicon et de tout le Bénin à venir visiter la ferme école de Cité Bio. »

A noter que ce premier week-end à la ferme s'est achevé par une session de renforcement des connaissances sur les cultures hors sol. Les participants curieux, partageant la passion d'une agriculture saine, ont eu l'opportunité de percer les secrets des cultures hors sol, grâce à des outils et techniques pratiques.

Igor Hessouvo, Directeur Adjoint de la Société Cité Bio et formateur, explique : « A travers cette formation, nous avons décrit toutes les étapes, depuis la pépinière, le semis des graines, leur entretien, jusqu'au repiquage des jeunes plants, tout cela pour aboutir aux produits tant attendus. »

Globalement, le parcours et les échanges ont été enrichissants dans une ambiance conviviale. Le Directeur Général et son équipe concoctent déjà un programme encore plus captivant pour le prochain « Week-end à la Ferme » dont tous ont désormais hâte d'y participer.

***Megan Valère SOSSOU***